

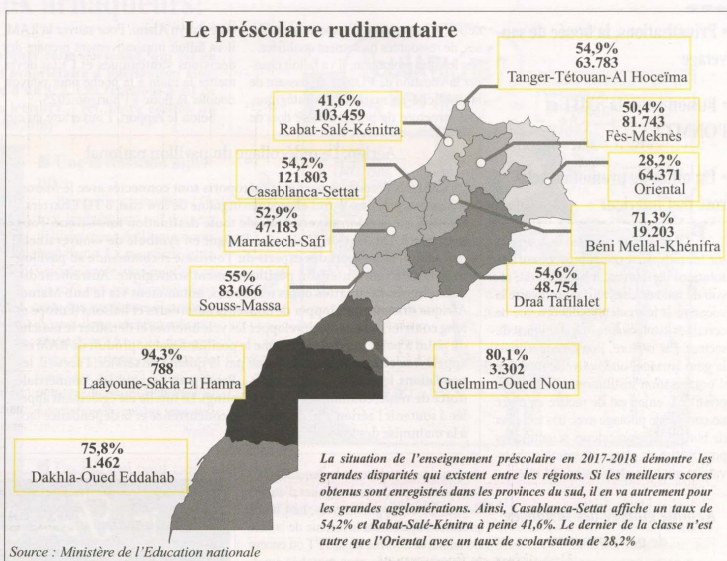
# Préscolaire: Le Maroc encore loin du compte

- A peine 49,6% d'enfants scolarisés
- Multiplicité des intervenants
- Le système compte 27.000 éducateurs

APRÈS plusieurs années de laisser-aller, le Maroc se réveille et décide de donner la priorité à l'enseignement préscolaire. Surtout après les multiples mises en garde contre la faiblesse de ce système qui plombe les efforts de la réforme de l'Éducation nationale. L'état des lieux fait ressortir des déficits à tous les étages. D'abord, le gouvernement manquait de vision pour mettre en place une stratégie destinée à développer le préscolaire. Les initiatives lancées sans cohérence ni objectifs pédagogiques étaient éparpillées. Mais le déclic est venu avec la vision du Conseil supérieur de l'enseignement qui avait recommandé la généralisation du préscolaire comme un outil vital pour une meilleure familiarisation des enfants avec le milieu scolaire. Les alertes des différents rapports des institutions internationales dont celui de la Banque mondiale, ont complété le tableau et poussé les pouvoirs publics à agir.

En tout cas, le diagnostic établi par le ministère de l'Éducation nationale fait apparaître de grandes différences en matière de qualité de l'enseignement.

A part les établissements du secteur privé, ce système était pris en charge par les associations, les mosquées et parfois par des collectivités locales. Même des partis politiques comme l'Istiqlal l'avaient aussi utilisé. La situation du préscolaire démontre les grandes disparités qui existent entre les régions. Les meilleurs scores obtenus sont dans les provinces du sud (même si le nombre d'enfants sco-



larisés reste très faible). Ainsi, la région Laâyoune Sakia El Hamra affiche un taux de scolarisation de 94,3% (788 enfants), Guelmim Oued-Noun 80,1% (3.302) et Dakhla-Oued Eddahab 75,8% (1.462). Casablanca-Settat affiche un taux de 54,2% avec 121.803 élèves scolarisés. Rabat-Salé-Kénitra scolarise à peine 103.459 enfants (41,6%). Le dernier de la classe est la région de l'Oriental qui réalise à peine 28,2% pour 64.371 enfants.

Selon les statistiques de 2017-2018 du ministère de l'Éducation nationale, les enfants en âge d'intégrer le préscolaire étaient 1.426.185. Mais seulement

49,6% des effectifs sont scolarisés. Pour cette année, le ministère compte scolariser 100.000 enfants supplémentaires et

## Opportunités d'emplois

**LE** préscolaire s'occupe de la prise en charge éducative des enfants de 4-5 ans. Son importance n'est plus à démontrer. Il permet d'assurer aux enfants le transfert de compétences et d'acquies en vue d'accéder au cycle primaire avec un potentiel d'intégration et de réussite, de réduire les risques d'échec et de limiter l'abandon scolaire. L'idée est également de faciliter l'entrée de la fille rurale dans le système de scolarité. Pour le ministère, le préscolaire crée des opportunités d'emplois au niveau local, tout en faisant la promotion de l'emploi féminin. □

construire 4.000 salles de classe nécessaires pour absorber cet effectif. Selon ce même département, il existe 23.921 établissements, encadrés par 36.903 éducateurs. Les enfants se répartissent selon le genre puisque 63% de l'ensemble sont dans le préscolaire traditionnel, 13% dans le public et 24% dans le moderne.

Par ailleurs, ce secteur est caractérisé par une multiplicité d'intervenants. Ce sont quatre ministères qui assurent la tutelle: l'Éducation nationale, les Habous et les affaires islamiques, la Jeunesse et sports et la Famille, la solidarité et le développement social. A cela s'ajoutent les assemblées territoriales (la région, le conseil provincial et les communes), le privé et la société civile. Par ailleurs, le préscolaire actuel souffre des mêmes maux que ceux enregistrés entre 2000 et 2008. En effet, la faiblesse du financement, le manque de la participation de l'État, la multiplicité des opérateurs entre le public, le privé et les associations ont toujours été des facteurs de blocage à toute volonté de relancer le préscolaire. Le système est plombé par l'absence de cadre de référence unifié et l'inexistence des mécanismes de contrôle et d'évaluation.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde pour affirmer que la réussite de ce chantier passe par la mobilisation des ressources humaines de qualité. Actuellement, ce système compte 27.000 éducateurs et éducatrices. Un effectif insuffisant par rapport aux attentes. D'où la nécessité de former de nouveaux et de mettre à niveau les anciens pour améliorer le niveau de leurs compétences. □

M.C  
→→→

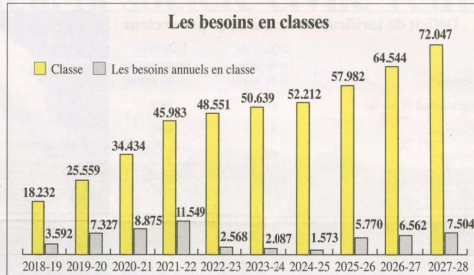
# Une stratégie pour la généralisation

• Le coût est estimé à plus de 30 milliards de DH sur 10 ans

• Le coup d'envoi du programme cette année

• Un dispositif d'encouragement du privé en projet

Le programme de généralisation du préscolaire, concocté par Said Amzazi, démarre cette année. Le coût global est estimé à 30,22 milliards de DH, sur une période de 10 ans, à hauteur de 3 milliards par an. L'objectif est de généraliser l'enseignement du préscolaire à l'horizon de la rentrée 2027-2028. Pour y parvenir, le ministre de l'Éducation nationale a établi un plan, avec un calendrier et des étapes. Le lancement de cet ambitieux dispositif est prévu pour cette année, avec l'ouverture de 4.000 classes pour absorber 100.000 enfants supplémentaires, soit 28% du préscolaire. À l'horizon 2021-2022, le ministre compte créer des classes dans toutes les écoles primaires publiques. Le but est d'atteindre un taux de couverture de l'ordre de 67% avant de



Source: Ministère de l'Éducation nationale

La mise en œuvre du programme pour la généralisation du préscolaire sur une période de 10 ans nécessite la construction de plus de 50.000 classes dont 4.000 dès cette année. Le ministre veut atteindre l'objectif de 100% du préscolaire pour les 4-5 ans dès 2027. Dès l'année suivante, le préscolaire commencera alors à cibler les enfants de 3 ans

tionale, l'INDH, les conseils régionaux, provinciaux, les communes, le Fonds de développement rural, le secteur privé et la société civile. Ces acteurs vont assurer le financement de la construction, la mise à niveau et l'équipement des infrastructures. L'INDH prendra en charge la formation. Quant aux collectivités terri-

cuelient 460.000 enfants et remettre à niveau 27.000 éducateurs dans le domaine pour améliorer le niveau de compétences

et scolariser annuellement 700.000 enfants. La méthodologie qui sera suivie pour l'exécution du programme prévoit de définir les zones à besoins et le nombre d'enfants en vue de prévoir une offre d'enseignement préscolaire.

Le ministre devra estimer les besoins en salles, en éducateurs et mobiliser les ressources humaines nécessaires. Un modèle pédagogique a été arrêté à cet effet. L'approche retenue est de placer les jouets comme outils efficaces pour l'enseignement préscolaire, avec des méthodes récréatives et pédagogiques pour les enfants.

L'accueil se fait dans la langue maternelle mais le bilinguisme y sera encouragé. Ce programme pédagogique s'appuie sur les compétences cognitives de base que l'enfant doit acquérir. Celles-ci englobent notamment le calcul mental, l'expression orale et de communication, l'expression artistique, les valeurs et l'éducation. □

Mohamed CHAOUI

## Hypothèses de financement

POUR la réalisation de ce vaste programme, le ministère a mis en place des hypothèses de financement. Ainsi, au niveau de l'investissement, une classe dans une école primaire coûtera 40.000 DH par an dont 15.000 pour la mise à niveau et 25.000 pour l'équipement. Le fonctionnement nécessitera 50.000 DH par an dont 12.000 DH de dépenses diverses et 38.000 de salaires (Smig). Quant à la construction d'une classe, il faudra 250.000 DH pour l'investissement et 50.000 pour le fonctionnement. □

réaliser l'objectif de la généralisation du préscolaire pour les 4-5 ans dès 2027. Dès l'année suivante, le préscolaire commencera alors à cibler les enfants de 3 ans. Un dispositif d'encouragement en direction du secteur privé qui veut se lancer dans cette aventure est prévu.

Dans le même élan, il s'agira d'identifier les partenaires pour la gestion et le financement des classes à construire, estimées à 50.000 sur cette période. La liste des contributeurs au financement est longue: le ministère de l'Éducation na-

tionales, elles sont surtout attendues, outre le financement, sur la mise à disposition des lots de terrain pour abriter des classes pour le préscolaire. Quant à la gestion de ces établissements, elle reviendra aux Académies régionales d'éducation et de formation (Aref) ayant un savoir-faire incontestable dans le domaine. D'autres partenaires nationaux et des associations locales seront également mis à contribution. Le programme national pour les 4-5 ans nécessitera la réhabilitation des espaces de préscolaire traditionnel qui ac-